

Sahel : la France dans une guerre multiforme

Ousmane Ndiaye

| Journaliste, ancien correspondant au Sahel.

La France est un acteur historique au Sahel. Elle a été arbitre, médiatrice, gendarme et cobelligérante des conflits qui déchirent le Sahel depuis les indépendances. La guerre française au Sahel en cours est un avatar d'un cycle de conflits où elle est une actrice constante.

Mais cette nouvelle guerre a une spécificité : l'adversaire est une idéologie internationalisée et déterritorialisée, le jihadisme. Cette configuration inédite échappe aux schémas classiques des conflits *post*-coloniaux : luttes de pouvoir et guerres civiles qui se ponctuaient parfois (et trop souvent) par un appui décisif de la France (en 2011 les troupes de l'opération *Licorne* ont délogé Laurent Gbagbo) ou par un soutien discret (en 1989, au Tchad, la rébellion du jeune capitaine Idriss Déby renverse Hissène Habré).

Le jihadisme armé est entré au Sahel par le Mali. Au début des années 2000, les combattants les plus irréductibles du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) défaits par la décennie de guerre civile en Algérie s'installent dans le Sahara. Ils commencent une inexorable extension du domaine du *jihad* vers le sud, le Sahel. Ils prennent quartier dans le nord du Mali avec une forme de *gentlemen agreement* tacite avec le Mali, un pacte de non-agression. La position du président malien d'alors, Amadou Toumani Touré dit ATT était de considérer que « c'est un problème algérien ». « Mon pays est otage et victime. Ces gens ne sont pas Maliens. Ils sont venus du Maghreb avec des idées que nous ne connaissons pas... On nous fait un faux procès. En réalité, nous partageons avec nos voisins un territoire commun, le Sahel, qui couvre plus de 4 millions de kilomètres carrés, avec des menaces transfrontalières. Nous sommes, sur le plan géographique, au centre du dispositif : la partie désertique du Mali couvre 650 000 km², un espace aussi vaste que la France. Nous devenons un pays de transit, confrontés à une histoire qui ne nous regarde pas. Le salafisme exacerbé n'est pas malien, il est maghrébin » défend le président Touré, dans un entretien avec Sabine Cessou du journal *Libération*, en octobre 2010.

La doctrine ATT ne préservera pas le pays. Bien au contraire.

Extension du domaine du *jihad*

Dès 2007, à la faveur du projet d'internationalisation du *jihad* d'Oussama Ben Laden, le GSPC bien installé dans le nord du Mali, devient une franchise d'*Al-Qaïda* sous le sigle d'*Aqmi* (*Al-Qaïda* au Maghreb islamique) sous la houlette de l'émir Abdelmalek Droukdel.

Une dynamique régionale se met en place malgré les résistances et dissensions des franges qui considèrent l'organisation comme fondamentalement algérienne.

Ce n'est pas un hasard si le nord du Mali est l'espace de maturation et de fécondation d'un jihadisme sahélien puissant qui arrive.

Fondamentalement, le Sahel est un espace de fragilités. Ces vastes régions désertiques sont caractérisées par une rareté des ressources, un cycle de sécheresse, de famines depuis les années 1970 et une crise de la gouvernance.

Dans le Nord malien, cette situation est aggravée par un conflit politique et identitaire, hérité de la colonisation française. Dès l'indépendance du Mali, en 1960, le chef des Touaregs, l'Amenokal, évoque un traité avec la France pour réclamer l'autonomie de la région. L'irrédentisme touareg est né et met à rude épreuve la jeune nation. Le même type de conflits déchirera plus tard le Niger et le Tchad, dans une moindre mesure.

Les Touaregs se révoltent dès 1963. La répression est terrible et sans concession. D'ailleurs, l'imaginaire héroïque de la jeune armée malienne se construira sur la figure de Diby Silas Diarra, commandant de cette opération.

Le capitaine Silas Diarra, héros de la jeune nation malienne, est aussi l'incarnation du bourreau chez les Touaregs. La mémoire militante touarègue raconte qu'il aurait décapité le chef de l'insurrection. Peu importe, Bamako impose une gouvernance militaire à cette région du nord avec le capitaine Silas Diarra à sa tête.

Ironie de l'histoire, à la faveur des dissensions au sein de l'armée malienne après le coup d'État de 1968, Diby Silas Diarra mourra de faim et de torture, dix ans plus tard, dans le bagne de Taoudénit qu'il aura contribué à créer.

Les plus irréductibles rebelles prendront le chemin de l'exil notamment en Libye d'où ils tenteront de déclencher des insurrections. Ce cycle de violences est une permanence dans le Sahel. C'est dans ce territoire de conflictualités que s'enracine le jihadisme international. Mais l'irrédentisme n'est jamais loin. Jihadisme et irrédentisme cohabitent désormais.

En 2006, après quelques années d'accalmie, une nouvelle rébellion touarègue éclate sous la direction d'Ibrahim Ag Bahanga. Elle est de faible intensité militaire. Des combats sporadiques. La situation est sous contrôle.

Mutation de guerres ancrées

Mais la jonction entre l'irrédentisme touareg et le jihadisme se fera par un personnage-clé dans la galaxie des chefs de guerre touareg de la région, Iyad Ag Ghali. Il a une double légitimité : chef historique de la rébellion dans les années 1990, Iyad s'est radicalisé et a développé ses réseaux salafistes en devenant consul du Mali en Arabie saoudite, à la faveur d'un accord de paix.

Il crée *Ansar Dine*, une organisation ancrée dans la revendication identitaire touarègue et le *jihad*. Le chaînon manquant est en place, mais le projet jihadiste ne vise toujours pas ouvertement le Sahel.

Un événement va précipiter cette phase inéluctable : la désintégration de la Libye en 2011. Elle remet en cause tous les équilibres fragiles du Sahel. D'ailleurs, les chefs d'États de la région comme l'Union africaine se sont opposés jusqu'au bout à l'intervention militaire française. « Cela relève d'une décision hâtive qui peut avoir de lourdes conséquences en matière de déstabilisation régionale et de dissémination du terrorisme en Europe, en Méditerranée et en Afrique » avertit le président Idriss Déby (entretien *Jeune Afrique* du 6 avril 2011).

Même si elle bénéficie d'une résolution de l'ONU, la France déclenche l'opération *Harmattan* et entre en guerre en Libye en faisant fi du désaccord des pays du Sahel et de l'Union africaine. Cette intervention place la France dans une position flagrante de gendarme néocoloniale. L'impopularité de cette guerre est un ressort puissant de mobilisation des opinions publiques sahéliennes contre la France. Il y aura des manifestations contre cette intervention dans toutes les grandes capitales du Sahel.

Au Mali, une des conséquences immédiates de l'implosion du puzzle libyen est le retour des exilés de la révolte de 1963. En 2011, ils créent le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA). Le chef militaire, Mohamed Ag Najem était un colonel de la légion étrangère de Kadhafi et le chef politique Bilal Ag Acherif, un professeur d'anglais à Tripoli. D'ailleurs, il ne parle même pas français.

Plus structuré, mieux armé, le MNLA défait l'armée malienne, dans une improbable alliance avec *Aqmi* et *Ansar Dine*, en trois mois. Le 31 mars 2012, ils prennent Gao et proclament l'indépendance de l'Azawad. Une semaine plus tard, leurs alliés jihadistes les boutent dehors et proclament la *charia* dans tout le nord du Mali qu'ils contrôlent. Au cœur du Sahel s'installe le plus grand territoire du jihad au monde, grand comme la France.

Hésitations françaises

Dans un premier temps, la France de François Hollande, qui comme Nicolas Sarkozy avait promis le désengagement militaire de la France en Afrique, écarte l'option d'une intervention militaire.

Pendant dix mois, sous les yeux du monde, les intégristes mutilent, fouettent, tuent alors que la communauté internationale est incapable d'apporter une réponse au projet totalitaire. Ni la France ni les États-Unis, touchés par les guerres en Afghanistan et en Irak, ne veulent s'engager sur un front improbable.

L'option d'une intervention sous-régionale est adoptée. Une force de la Cédéao et un plan d'intervention sont mis en place avec 5 500 hommes commandés par le général ivoirien Soumaila Bakayoko. Mais la Mission de la Cédéao au Mali (Micema), le nom de cette force, ne sera jamais opérationnelle. Les États de la Cédéao ne trouvent pas les moyens de la financer.

Face à cet attentisme, l'alliance jihadiste tente l'ultime assaut sur Bamako. La déroute des troupes maliennes est spectaculaire. Acculé, le président Hollande décide d'une intervention aérienne, le 9 janvier 2013. Pas de troupes au sol, précise le gouvernement. Mais les feux de l'aviation française ne stoppent pas l'avancée des troupes jihadistes. Malgré elle, la France entre en combat direct au sol. *Serval* libère le nord du Mali en un temps record.

La France crie victoire ! Jamais une intervention extérieure militaire n'a été aussi populaire. Les troupes françaises sont accueillies en libératrices à Sévaré, à Gao et à Tombouctou... Cette perception de l'intervention se rompt à Kidal. Les Français, appuyés par les Tchadiens, libèrent la ville, mais installent les rebelles du MNLA. Une collaboration perçue comme une prise de position claire de la France pour les indépendantistes. Or, trois mois plus tôt, le MNLA était un allié des groupes jihadistes. À Kidal, la France perd la bataille de l'opinion. « Le problème, c'est que la France a cru ensuite distinguer des bons et des mauvais groupes armés. Certains étaient perçus comme politiques et d'autres étaient perçus comme terroristes. Et l'armée française est allée rechercher ce groupe, c'était le MNLA à l'époque, ces séparatistes touaregs, d'une tribu particulière qui était minoritaire au sein même des Touaregs, les Ifoghas. Ce groupe, on est allé le chercher et on lui a donné la ville de Kidal. Et ensuite, ultérieurement, il y a eu les accords d'Alger, qui mettent sur une sorte de piédestal ces séparatistes, à égalité en quelque sorte avec l'État. Cela, c'est une erreur importante » analysera fort justement Nicolas Normand, ancien ambassadeur de France au Mali, chercheur aujourd'hui (*RFI*, 14 mars 2019).

Extension vers le centre et communautarisation

Acculé au nord, le *jihad* ouvre un front au centre et s'étend au Burkina Faso et au Niger. Là aussi, le *jihad* mobilise les conflits communautaires entre pasteurs (souvent peuls très islamisés) et paysans (dogons moins islamisés). La raréfaction des ressources induit une tension importante dans ses espaces, tension aggravée par le *racket* des représentants de l'État.

C'est le lit idéal pour ce que l'ancien ministre de la Défense et Premier ministre malien, Soumeylou Boubèye Maïga appelle la stratégie de la « double

détente » qui consiste : « dans un premier temps, à garder des positions au nord du Mali, si marginales soient-elles ; dans un second temps, s'étendre au Centre pour le sanctuariser progressivement » ⁽¹⁾.

Hamadoun Kouffa, prédicateur peul populaire et proche d'Iyad Ag Ghali ouvre un front du *jihad* dans le Centre, en convoquant une résurgence de l'empire théocratique peul du Macina. Au XIX^e siècle, le souverain peul, Sékou Amadou, à la tête d'une puissante armée, conquiert et islamisa la région. Le projet colonial français stoppa l'entreprise.

En convoquant le *jihad* sous cet angle, les stratèges terroristes placent la population peule dans une position intenable. L'amalgame entre les Peuls et les jihadistes est vite dépassé. La spirale des massacres pousse chaque communauté à s'armer et à s'organiser en milices d'autodéfense. Dan Na Ambassagou pour les Dogons et de petits groupuscules pour les Peuls.

La France et l'ONU sont obligées d'étendre leurs mandats qui ne concernaient que les trois régions du nord du Mali.

Engagée dans une guerre contre le terrorisme, la France est désormais prise dans le piège du conflit communautaire. Comme le confirme, la frappe litigieuse de l'opération *Barkhane*, le 3 janvier 2021, à la lisière du village de Bounti. La plus grande association de défense de la culture peule, Tabital Pulaaku dénonce une frappe sur des populations civiles qui fêtaient un mariage. La France nie. Les témoignages, notamment des rescapés, corroborant la version d'une frappe sur un mariage se multiplient, au point de pousser l'ONU à déclencher une enquête. Le résultat est gênant pour l'opération française, car il confirme la thèse des victimes civiles.

Conflit de perceptions

Comme l'écrit le chercheur Bakary Sambe de Timbuktu Institute, « il y a aujourd'hui, un vrai conflit de perception du conflit avec un *hiatus* entre approches internationales globales et perceptions locales » (*The Conversation*, 17 juin 2019). Ce conflit se traduit par une divergence stratégique majeure entre la France et ses alliés du G5 Sahel.

En France, le *jihad* est perçu comme une sorte de totalitarisme dont la solution politique est impossible, inenvisageable. Or, au Sahel, elle est actée, autant par les gouvernements que par les opinions publiques : la solution politique est une négociation. D'autant plus que comme l'explique Bakary Sambe : « il y a eu une hybridation de la menace et un glissement significatif vers des conflits de type intercommunautaire... ».

⁽¹⁾ Adam Thiam : *Centre du Mali, enjeux et dangers d'une crise négligée* ; HD, Centre pour le dialogue humanitaire, Bamako, mars 2017 (<https://www.hdcentre.org/>).

La France est piégée au Sahel car elle n'envisage le retrait ou le départ que comme une défaite ou un échec. Or, il faut ouvrir l'éventail des solutions politiques.

Le jihadisme a ouvert, ces deux dernières décennies, quatre fronts en Afrique : *Boko Haram* au Nigeria, les Chebabs en Somalie, Aqmi/État islamique au Sahel et désormais le front mozambicain. Le Sahel est le seul qui a connu une intervention militaire occidentale directe. Le résultat est mitigé. Contrairement à l'opération militaire des forces de l'Union africaine (Amisom) qui ont libéré la Somalie du joug des Chebabs. Même si d'autres types de conflit sont en cours dans le pays, l'Amisom a permis d'enclencher un processus politique qui a abouti à des élections et à sauver le pays de la mainmise des Chebabs.

L'exemple somalien montre que des solutions africaines sont possibles. Or, la stratégie française a une forme de cécité ou de crise de confiance vis-à-vis des ressources africaines.

Au Sommet de Pau (13 janvier 2020) comme de N'Djamena (15 février 2021), la France n'a eu cesse de faire des appels du pied insistant vers l'Europe avec peu de résultat probant. Malgré les promesses, *Takuba*, la force européenne au Sahel, peine à se mettre en place.

La stratégie française devient étriquée face à la mutation et l'extension de la crise sécuritaire du Sahel. L'ouverture du G5 Sahel s'impose, non pas seulement parce que la menace dépasse désormais les cinq pays (Mali, Niger, Mauritanie, Burkina Faso, Tchad), mais elle inclurait dans l'alliance militaire les armées les mieux formées et équipées de la région (Nigeria, Ghana, Sénégal). L'alliance militaire qui repose essentiellement sur le Tchad a montré récemment ses limites avec la disparition brutale d'Idriss Déby et les dérives répétées des troupes tchadiennes sur les théâtres d'intervention. La stratégie française au Sahel a atteint ses limites, il est urgent de la repenser. ♦